

DANS L'ACTUALITE du 16 au 19 février 2016

### **Textes officiels**

JORF n° 0042 du 19 février 2016

Réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle

[Ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle](#)

### **Proposition de loi**

Renforcement du dialogue environnemental et de la participation du public

[Proposition de loi relative au renforcement du dialogue environnemental et de la participation du public n° 3481, déposée le 9 février 2016](#)

### **Circulaire**

Modernisation de l'action publique

[Instruction du Gouvernement NOR RDFB1532530J du 10 février 2016 sur le fonctionnement de la conférence territoriale de l'action publique](#)

### **Conseil Constitutionnel**

Répartition des sièges de conseillers communautaires entre les communes membres de la métropole d'Aix-Marseille-Provence

[Décision n° 2015-521/528 OPC du 19 février 2016 Commune d'Éguilles et autre](#)

Police des réunions et des lieux publics dans le cadre de l'état d'urgence

[Décision n° 2016-535 OPC du 19 février 2016 Ligue des droits de l'homme](#)

Perquisitions et saisies administratives dans le cadre de l'état d'urgence

[Décision n° 2016-536 QPC du 19 février 2016 Ligue des droits de l'homme](#)

### **Jurisprudence**

Appartenance de carrières au domaine privé d'une commune

[CE 15 février 2016 société Cathédrale d'Images, req. n° 384228](#)

Refus d'une demande de permis de construire pour un projet de construction qui présente un risque pour la sécurité publique compte tenu de sa nature, de son implantation en zone partiellement inondable et de la configuration des lieux

[CE 15 février 2016 M. B., req. n° 389103](#)

Un ministre ne peut pas rendre obligatoire une norme dont la consultation n'est pas libre et gratuite

[CE 10 février 2016, Fédération nationale des mines et de l'énergie - Confédération générale du travail \(FNME- CGT\), req. n° 383756](#)

### **Réponse ministérielle**

Question écrite Sénat n° 19914 du 11 février 2016 - [Affichage publicitaire](#)

Question écrite Sénat n° 18006 du 11 février 2016 - [Élagage des arbres en bordure d'une route communale](#)

## Vu par ailleurs

Zones touristiques internationales

Dijon et La Baule, futures zones touristiques internationales

Deux nouveaux projets de zones touristiques internationales, concernant Dijon et La Baule, sont en cours d'instruction, d'après les informations données par Myriam El Khomri à l'occasion de son audition à l'Assemblée nationale le 16 février sur l'application de la loi Croissance et Activité. La ministre a également signalé qu'une enquête était en cours auprès des maires pour connaître leur degré d'appropriation des nouvelles dispositions législatives sur le travail le dimanche.

Source : localtis.info du 19/02/2016

Contrat public

Indigo obtient une DSP pour gérer les parkings de Toulouse

Toulouse métropole a confié à Indigo la gestion de cinq parkings existants. Lors du conseil métropolitain du 18 février, les élus ont approuvé le choix du candidat qui aura pour mission, dans le cadre d'une délégation de service public, de mettre à niveau cinq ouvrages et d'en construire un nouveau de 400 places à proximité de la gare. La collectivité table sur des redevances à hauteur de 148,5 millions d'euros sur la durée de la DSP.

Source : le Moniteur du 19/02/2016

Spécifications techniques, objet du marché et concurrence : l'arbitrage du Conseil d'Etat

Le 10 février 2016, le Conseil d'Etat a tranché deux affaires dans lesquelles une candidate évincée de deux marchés de construction similaires invoquait une atteinte au principe d'égalité entre les candidats.

Source : localtis.info du 17/02/2016

Urbanisme

Consultation jusqu'au 11 mars sur le projet de décret « plan climat-air-énergie territorial »

[Le ministère de l'Environnement met en ligne un projet de décret relatif au contenu, au mode d'élaboration et de publicité des plans climat-air-énergie territoriaux.](#)

Source : le Moniteur du 19/02/2016

Sécurisation des projets de construction : les certificats de projet pourraient être généralisés

[Expérimentés dans quatre régions depuis 2014, les certificats de projet permettent à une entreprise qui souhaite réaliser un projet de construction nécessitant une autorisation régie par les codes de l'environnement, de l'urbanisme ou forestier, d'obtenir la position de l'administration en amont. Un rapport publié début 2016 conseille la généralisation de ce dispositif.](#)

Source : le Moniteur du 19/02/2016

Loi Littoral : trente ans, et après ?

[La loi Littoral du 3 janvier 1986 s'est révélée un précieux atout pour lutter contre le bétonnage des côtes et gérer la forte pression s'exerçant sur le littoral. Trente ans après, son co-rédacteur Lucien Chabason est revenu sur sa genèse, son actualité et son avenir, devant un parterre de spécialistes réuni le 16 février à l'Institut du développement durable et des relations internationales \(Iddri\).](#)

Source : localtis.info du 17/02/2016

Domaine public

Libération du foncier public : 70 cessions en 2015 pour plus de 7900 logements

[Le président de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier \(Cnauf\), Thierry Repentin, a remis mercredi 17 février à Emmanuelle Cosse, ministre du Logement et Christian Eckert, Secrétaire d'Etat chargé du Budget, le deuxième rapport annuel de la CNAUF sur la mobilisation du foncier public.](#)

Source : lagazettedescommunes.com du 17/02/2016

Environnement

### Vers une modernisation du dialogue environnemental ?

[Entre le projet d'ordonnance relative à la démocratisation du dialogue environnemental, pour lequel le Conseil national de la transition énergétique a émis un avis favorable le 16 février 2016, et la proposition de loi relative au renforcement du dialogue environnemental et de la participation du public déposée à l'Assemblée nationale par la députée Sabine Buis, les principes d'information et de participation du public pourraient subir de profondes modifications. Retour sur les principales mesures envisagées.](#)

Source : environnement-magazine.fr du 19/02/2016

### La prochaine conférence environnementale aura lieu les 14 et 15 avril

[La conférence environnementale, qui a pour objet de dresser la feuille de route "verte" du gouvernement pour l'année, aura lieu les 14 et 15 avril a indiqué Ségolène Royal à l'AFP le 16 février.](#)

Source : localtis.info du 18/02/2016

### Quel devenir pour le modèle "Natura 2000" à la française ?

[Réduction des moyens budgétaires de l'Etat, régions devenues autorités de gestion des fonds communautaires, nouvelles grandes régions, future Agence française pour la biodiversité, autant d'évolutions majeures invitant à trouver une nouvelle manière d'intégrer Natura 2000 dans une politique territoriale mobilisatrice pour les régions. Un rapport publié le 12 février avance plusieurs scénarios possibles d'amélioration du dispositif.](#)

Source : localtis.info du 17/02/2016

Transport

### Trains Intercités : les régions repartent à l'offensive

[Alors que le gouvernement se prépare à annoncer sa nouvelle feuille de route sur les trains Intercités ou trains d'équilibre du territoire \(TET\), les régions lui reprochent de ne pas les avoir consultés, notamment sur la question du renouvellement du matériel roulant.](#)

Source : localtis.info du 19/02/2016

## LGV en PPP : qui doit payer les surcoûts

[Les groupements constructeurs des LGV Le Mans-Rennes et Nîmes-Montpellier ont envoyé des réclamations pour travaux supplémentaires à SNCF Réseau. Pour l'opérateur ferroviaire, ces demandes ne sont pas justifiées, dans la mesure où, ces projets étant réalisés dans le cadre de contrats de partenariats globaux et forfaitaires, les risques sont transférés aux groupements.](#)

Source : le Moniteur du 18/02/2016

## Une ordonnance pour la réalisation du CDG Express

[Ségolène Royal et Alain Vidalies ont présenté mercredi 17 février une ordonnance relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle.](#)

Source : lagazettedescommunes.com du 17/02/2016

Architecture et patrimoine

## Liberté de création, architecture et patrimoine : le Sénat vote le seuil à 150 m<sup>2</sup>

[Lors de l'examen en séance, le 16 février, les sénateurs ont finalement validé l'abaissement du seuil de recours obligatoire à un architecte. Le « permis de faire » a également été réintroduit dans le texte, le lendemain.](#)

Source : le Moniteur du 17/02/2016

## Vu dans les revues

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n°162 – février 2016 p.24, *Dossier : Contentieux des conventions d'occupation du domaine public*

Contrats publics – Actualités Moniteurjuris n° 162 - février 2016 p.40, *La fixation du montant de la redevance dans le cadre des conventions d'occupation du domaine public*, par Julie Mendès-Béteille et Nicolas Nahmias

Energie Environnement Infrastructures n°2 – février 2016 p.23, *Les ouvrages de production, de transport et de distribution d'électricité sont-ils soumis aux règles de prospect du Code de l'urbanisme ?*, par Pierre Sablière

## Presse

Droit des contrats : une réforme majeure passée inaperçue

[L'ordonnance du 10 février consolide et rend plus lisibles les équilibres et les prérogatives des contractants, qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers](#)

Source : le Monde du 19/02/2016

Travail dominical : de nouvelles zones sont fixées

[Les zones touristiques internationales en province et les gares dans lesquelles les commerces de détail peuvent faire travailler leurs salariés le dimanche ont été déterminées.](#)

Source : les Echos du 18/02/2016

Travail le dimanche : la Fnac espère un accord

[« Je veux que cet accord entre en vigueur », même si à l'heure actuelle, « ça reste compliqué et incertain », a déclaré Alexandre Bompard, le PDG de la Fnac](#)

Source : les Echos du 18/02/2016

EuropaCity : un rêve privé à l'épreuve du débat public

[Futur Champs-Élysées ou ZAD en devenir ? Alors que le débat public débutera au mois de mars, promoteurs et adversaires du projet EuropaCity, dans le triangle de Gonesse, aiguisent leurs arguments.](#)

Source : les Echos du 17/02/2016